

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 11/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**DECAYEUX STI (NIBAS SAUCOURT)**

11 RUE DE LA PLACE  
80390 Nibas

Références : 2024-E30141  
Code AIOT : 0005102414

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2024 dans l'établissement DECAYEUX STI (NIBAS SAUCOURT) implanté 11 rue de la Place - Saucourt 80390 Nibas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'incendie survenu le 23/10/2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECAYEUX STI (NIBAS SAUCOURT)
- 11 rue de la Place - Saucourt 80390 Nibas
- Code AIOT : 0005102414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société Decayeux STI est spécialisée dans la transformation de métaux non-ferreux et la fourniture de sous-ensembles métalliques. Les opérations pratiquées sont en premier lieu le matriçage-usinage, le cintrage et le découpage-emboutissage ainsi que de la soudure, du décapage, du polissage et du montage d'ensembles.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sous la rubrique 4110.

Elle est également autorisée à exploiter une chaîne de galvanoplastie par arrêté préfectoral du 31 août 2020.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque toxique

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------|--|--|-----------------------|
| 1  | Rapport d'accident | Code de l'environnement du 24/10/2024, article R512-69 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-------------------------|--|-------------------|
| 2  | Elimination des déchets | Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et dans l'attente des justificatifs et actions correctives, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives à ce stade.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'accident

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/10/2024, article R512-69  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.<br><b>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances</b> |

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspection n'a constaté aucun dégât, ni traces de l'accident à l'extérieur du site. Lors de l'inspection nous avons constaté que l'exploitant a réalisé une analyse des causes de l'accident par la méthode de l'arbre des causes. Cette analyse a permis d'identifier les causes de l'accident et de produire un plan d'actions.

#### **Circonstances et analyse de l'accident :**

L'incident s'est produit le 23 octobre 2024 à 6H20 dans l'atelier de traitement de surface. Cette zone est sous la surveillance d'un opérateur durant les opérations de traitement et de mise à niveau des baignoires.

L'exploitant a adressé, le 24 octobre 2024, un rapport d'accident dans lequel il explique sommairement les circonstances et causes de l'accident. Une mise à jour

a été transmise le 22 novembre 2024 à la suite des investigations complémentaires demandées lors de l'inspection.

Dans cette analyse, l'exploitant indique que l'incident s'est déclenché suite à une défaillance du système de pompe de mise à niveau des baignoires. En effet, le niveau des baignoires était trop élevé le matin de l'accident et l'exploitant suppose que la pompe s'est mise en route dans la nuit sans raison apparente. Celle-ci n'étant pas asservie à un système de détection de niveau haut qui arrêterait automatiquement le pompage.

Dans les conditions normales de fonctionnement, les pompes sont activées manuellement par l'opérateur, et une temporisation est utilisée pour gérer l'arrêt automatique de l'appoint en acide chlorhydrique. L'acide chlorhydrique d'appoint est stocké dans un GRV à côté du bain. Le bain d'acide chlorhydrique est utilisé pour le décapage de pièces en cuivre et il est vidangé une fois qu'il n'est plus actif. L'exploitant indique que des copeaux de cuivre peuvent se déposer au fond du bain (avec formation de sous-produits de cuivre).

Le jour de l'accident, le bac a été vidé alors qu'il était encore actif. La canne d'aspiration, trop grande, a d'abord aspiré un mélange d'acide et de copeaux de cuivre (potentiellement des sous-produits cuivrés). L'exploitant suppose que la réaction s'est produite car le GRV a d'abord été rempli avec un mélange à forte teneur en cuivre, puis complété avec de l'acide chlorhydrique actif. Cette opération aurait réactivé l'acide.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant se positionnera sur la possibilité d'obstruer (par exemple, la fermeture d'un robinet ou d'une vanne) le GRV d'acide chlorhydrique servant d'appoint au bain de traitement. L'objectif de cette action préventive est d'éviter l'ajout accidentel d'acide chlorhydrique dans le bain, en dehors des opérations de mise à niveau.

L'exploitant transmettra :

- Le mode opératoire (mis à jour) de vidange des baignoires, incluant les consignes spécifiques pour la vidange d'un bain récent.
- La consigne de l'opérateur en poste relative à la vérification des GRV utilisés pour recueillir les baignoires usagées avant leur utilisation.
- La consigne et le mode opératoire de sensibilisation du personnel à ces mises à jour.
- Les factures des nouvelles cannes d'aspiration et des éléments (tuyaux spécifiques, etc...) permettant de différencier l'acide chlorhydrique et l'acide nitrique.
- Les éléments du dispositif mis en œuvre pour garantir le bon maintien de la canne d'aspiration dans le bain (système permettant d'éviter que la canne ne tombe au fond du bain...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Elimination des déchets

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 42

**Thème(s) :** Risques chroniques, Elimination des déchets

**Prescription contrôlée :**

[...]. Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée. Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à 2 mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.  
[...] Les déchets dangereux font l'objet d'un bordereau de suivi qui est conservé pendant 5 ans

**Constats :**

L'exploitant a fait réaliser une analyse du mélange lors de l'intervention du SDIS (DL 2310AC réagis en date du 23/10/2024 à 9h34). Les résultats concluent à une forte présence de cuivre dans le mélange (60 130 ppm).

L'exploitant a procédé à l'évacuation du GRV contenant les résidus de la réaction chimique le 23/10/2024. Le BSD référencé **BSD-20241023-944F8A6QN** (PRODUCTEUR = EXPÉDITEUR BEA0050781) a été produit afin de garantir la traçabilité du déchet.

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|